



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis

Programme préliminaire



Argumentaire de la conférence

Les enjeux actuels d'un développement durable et solidaire des sociétés

Les crises climatique, énergétique et alimentaire...sont bel et bien l'expression des enjeux actuels de développement durable avec de nouvelles mobilisations au Nord comme au Sud. Une des grandes ruptures actuelles depuis l'après-guerre et la chute du mur de Berlin, c'est la fin de l'abondance des matières premières : pétrole, produits agricoles et eau. L'agriculture est, comme l'énergie, le révélateur par excellence de cette dynamique du local et du global. À Genève où se déroulaient les négociations de l'OMC à l'été 2008, l'UPA a vite vu venir la remise en cause de la gestion de l'offre au Québec et au Canada, c'est-à-dire la clé de voûte d'un système bâti pendant 50 ans entre les agriculteurs et les gouvernements pour leur assurer un revenu équitable et offrir des prix raisonnables aux consommateurs. Cela signifie que **les enjeux locaux sont devenus plus globaux et les enjeux globaux sont devenus plus locaux**. Tous les mouvements sociaux ici au Québec ou ailleurs dans le monde que ce soit le mouvement coopératif, le mouvement des travailleurs (les syndicats), le mouvement des agriculteurs, le mouvement communautaire, le mouvement de la consommation responsable... sont donc amenés à se donner des objectifs et des stratégies renouvelés à toutes les échelles d'intervention (locale, nationale et internationale). Pour leurs propres intérêts et pour le développement d'une **solidarité internationale** qui s'impose de plus en plus.

À l'intérieur de cet ensemble, la contribution particulière du mouvement coopératif demeure encore largement méconnue et constitue même parfois un point aveugle pour les décideurs et les autres mouvements car l'apport des coopératives est la plupart du temps dilué dans un tout économique indifférencié. La vieille dichotomie «public et privé» ou «marchand et non-marchand» nous empêche de poser un regard éclairé sur la diversité des modèles économiques existants. Or les coopératives offrent autre chose : elles sont un puissant **levier collectif** de développement économique et social, lequel levier ne relève ni de la logique strictement marchande ni de la logique du seul service public. Elles participent d'un projet de société alternatif.

Les coopératives : un mouvement organisé, un projet de société, un levier pour repenser l'ensemble de l'économie et de la société

Les coopératives se distinguent par plusieurs aspects. Elles développent **des structures de production solidaires : leur propriété est collective** plutôt qu'à capitaux privés. Elles sont également fondées sur l'association plutôt que sur l'actionnariat et constituent, à des degrés divers, un **mouvement**. Elles s'inscrivent aussi dans les rapports de force de la société avec leur **identité propre**. Elles transforment de l'intérieur le système économique dominant en cohabitant avec des entreprises du secteur privé qu'elles concurrencent sur la base de besoins sociaux (et non du profit) et de valeurs de solidarité (plutôt que de compétition). Elles forment des alliances durables ou temporaires avec d'autres acteurs sociaux sur la base d'un **projet de société** qui, sans nécessairement être toujours très explicite, se veut démocratique, solidaire et de développement durable.

Au début des années 90, le mouvement coopératif québécois s'est donné un nouveau manifeste et de nouvelles structures. Tous les secteurs se sont en quelque sorte «confédérés» en réaffirmant l'importance



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



d'avoir un Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. Puis il a été décidé de favoriser un développement coopératif sur la base des territoires. Le mouvement coopératif québécois n'est d'ailleurs pas le seul à avoir opéré de cette manière puisque le mouvement coopératif à l'échelle internationale s'est aussi interrogé à la même période sur l'identité coopérative et sur la manière de s'organiser (Congrès de 1992 et 1995 de l'Alliance coopérative internationale).

Cependant depuis 20 ans, le paysage économique et social mondial s'est profondément transformé: grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales planétaires; explosion des pratiques coopératives un peu partout dans le monde; transformation des grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre (mouvement syndical, mouvement des agriculteurs, mouvement coopératif); émergence de nouveaux réseaux ou de nouvelles organisations (mouvement de la consommation responsable, commerce équitable, réseaux d'économie solidaire et de développement local...). Sans compter la montée d'une internationalisation de l'action collective à travers l'expérience des Forums sociaux mondiaux...

Il est donc impératif pour le mouvement coopératif et pour tous les mouvements sociaux de renouveler leurs orientations et leurs stratégies de développement dans ce nouveau contexte national et international.

La fécondité des entreprises coopératives, au-delà d'une réussite économique contrastée, tient à leur force de proposition et d'interpellation. Dans un contexte où beaucoup partagent une interrogation souvent résignée sur les finalités humaines de l'économie, elles sont autant de laboratoires où se recomposent les rapports individu-entreprise, travail-capital, intérêt privé-intérêt général...Le caractère citoyen des coopératives naît des exigences qu'elles se donnent; au-delà de leurs réalisations, leurs membres persistent.... à inscrire leurs convictions dans des structures économiques...

Extraits du film documentaire intitulé : *Héritiers d'une utopie, les coopératives aujourd'hui* de Vincent Berthet et de J.-F. Santoni.

Ce que dit le film de Berthet, en fait, c'est que depuis 150 ans dans les sociétés du Nord, un **pan entier de l'économie tend à transformer à des degrés divers un modèle fondé uniquement sur les lois du marché et de la régulation publique**. C'est dire que l'économie de marché ne se limite pas aux entreprises capitalistes et que le développement de services collectifs dans les communautés et les régions ne se limite pas au service public. Aujourd'hui la mondialisation néolibérale et la montée des inégalités qu'elle a provoquées relance le débat du développement à l'échelle de la planète. La question porte alors sur la nécessité de **revoir le rôle des entreprises à propriété collective** et le potentiel de transformation qu'elles véhiculent pour l'ensemble de l'économie. En ce sens, le mouvement qui représente ces coopératives peut jouer un rôle majeur que ce soit aux échelles locale, nationale ou internationale. Avec leurs 150 ans d'histoire, les entreprises coopératives ont largement démontré, qu'elles ont été et peuvent encore aujourd'hui être une des réponses les plus appropriées pour que les classes moyennes et populaires développent solidairement leurs capacités et leur pouvoir d'agir en réponse à leurs besoins. Le mouvement qu'elles construisent vise un monde plus égalitaire et autonome pour des sociétés plus démocratiques et plus équitables.

Pour le comité de direction de la conférence

Hélène Simard, PDG du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Marie-Joëlle Brassard, Service de recherche du CQCM, co-directrice de l'ARUC-DTC

Bruno Jean, professeur UQAR, co-directeur de l'ARUC-DTC

Louis Favreau, professeur UQO, ARUC-ISDC, membre de l'exécutif de l'ARUC-DTC



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



Programme de conférence

Thème général

Mouvement coopératif et projet de société : repenser l'économie et la société

La mondialisation néolibérale et la montée des inégalités qu'elle a provoquée a relancé le débat à l'échelle de la planète sur la nécessité de repenser l'économie et nos manières de vivre en société. Les entreprises à propriété collective que sont les coopératives et les mutuelles, portées par des réseaux organisés en mouvement, deviennent encore plus pertinentes aujourd'hui. Avec ses 150 ans d'histoire, le mouvement coopératif et mutualiste a largement démontré, malgré certains déboires, qu'il est, avec d'autres mouvements, une réponse et un levier de transformation sociale et économique incontournable pour construire un monde égalitaire et pour des sociétés démocratiques, solidaires et équitables. Deux idées clés ressortent des expériences du mouvement coopératif: 1) le caractère citoyen des coopératives naît des exigences qu'elles se donnent. Par delà leurs réalisations, leurs membres persistent à vouloir développer des structures économiques solidaires; 2) la fécondité des entreprises coopératives et des mutuelles, au-delà d'une réussite économique contrastée, tient à leur force de proposition et d'interpellation en matière de développement économique et social durable et solidaire.

Mercredi le 22 septembre

8h 00 Accueil et inscription

8h 30 Mot d'ouverture par le comité de direction de la Conférence

9h 00 Panel d'ouverture

11h 30 Échanges en plénière

12h 30 Dîner sur place

14 h 00 Ateliers thématiques

17 h 00 Lancement d'ouvrages et de publications diverses



Panel d'ouverture

La crise est globale (sociale, écologique et financière) et internationale. Comment sortir de cette crise et de la mondialisation néolibérale qui l'accompagne ? Quelles sont les alternatives à privilégier ?

- Point de vue du mouvement coopératif international : Felice Scalvini, Président de la Confédération européenne des coopératives de production et de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises sociales et participatives (CECOP) Membre du Conseil d'administration de l'Alliance coopérative internationale (ACI)
- Point de vue des coopératives et de l'économie sociale en Europe: Thierry Jeantet (France), Président des Rencontres du Mont-Blanc et directeur général d'Euresa.
- Point de vue du Sud: l'Afrique en marche : Abdou Salam Fall, sociologue, IFAN/Université Cheik Anta Diop (Sénégal)
- Point de vue québécois: Monique Leroux, Présidente et chef de direction du mouvement des caisses Desjardins

Ateliers de réflexion :

Enjeux de société et mouvement coopératif

1. Coopératives et développement durable et solidaire des territoires

*On ne fait pas une société pérenne et vivante sans territoires organisés sur la base d'un développement durable et solidaire. Face à la montée de la mondialisation néolibérale, face à la crise de l'emploi et à celle des services publics qui leur sont concomitants, les communautés et les régions ont vu leur rôle redéfini. Assistons-nous peu à peu à l'émergence d'un **renouveau du mouvement coopératif à la fois au plan local et au plan international**, un développement misant sur l'empowerment des communautés locales et des régions, sur la démocratie de proximité et sur le renouvellement de l'État social ?*

Comment se configure le développement des territoires dans ce nouveau paysage économique et social mondial? Comment se croisent le «développement des territoires» avec celui des «entreprises coopératives»? Et sur quoi les territoires peuvent-ils compter? Quels rôles les entreprises coopératives entendent-elles y jouer? Et dans ces dynamiques de réponses, y retrouve-t-on l'expression d'un développement local durable et solidaire? Par exemple, face à la crise agroalimentaire, la consolidation de la place des produits locaux, des produits du terroir, d'une agriculture biologique et au service de la communauté. Ou encore, face à la crise énergétique, l'émergence de ressources alternatives au pétrole telles les productions solaire et éolienne. Mais cela fait-il le poids? Dans cette mouvance, il y a des régions qui gagnent et des régions qui perdent. Il y a les régions qui gagnent et qui perdent. Et il y a la polarisation spatiale croissante au profit des grandes métropoles en particulier. Quelles sont aussi



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



les réponses à une autre échelle que celle des territoires ? Telles sont les questions que nous traiterons dans cet atelier.

Présidence : Christian Simard, directeur général de Nature Québec

Conférenciers

Yvan Comeau, sociologue, Université Laval, ARUC-DTC : *Les retombées des coopératives dans les régions: une illustration empirique.*

Jean-François Draperi, sociologue et rédacteur en chef de la revue internationale *RECMA* (France) : *Les coopératives dans le développement des territoires, l'expérience française.*

Sidney Ribaux, cofondateur et coordonnateur général d'Équiterre : *Le Québec des régions à l'heure des changements climatiques : l'urgence écologique.*

Jean-François Harel, secrétaire exécutif, la Coop fédérée : *Coopératives, agriculture et développement des territoires au Québec, les enjeux actuels.*

2. Coopératives et mouvements sociaux: vers de nouvelles alliances?

Les coopératives se sont progressivement données des structures de soutien, de développement, de concertation et de représentation politique. Ces réseaux sont réunis au Québec dans un regroupement national (le CQCM), ainsi que par secteurs et par régions. Les regroupements qu'elles se donnent permettent : 1) d'exercer un rôle de relais entre les initiatives locales et les pouvoirs publics ; 2) de transmettre des valeurs coopératives par l'éducation; 3) de faire la promotion de produits et de services auprès de l'ensemble de la population 4) d'offrir des services aux membres ; 5) de développer des partenariats constructifs avec des institutions avec des mouvements.

Les dispositifs de représentation politique des coopératives sont un passage obligé de partage de la réflexion sur l'avenir de notre société tant sur les plans économique que social. Pour mieux favoriser l'engagement du mouvement coopératif dans le débat démocratique, le mouvement coopératif doit échanger avec d'autres mouvements sociaux sur leur mission respective et sur le projet de société dont ils sont tous porteurs.

Dans cet atelier, nous cherchons à répondre à la question suivante : le mouvement coopératif assume-t-il pleinement ce registre d'intervention dans la société à titre d'acteur du changement social ? Existe-t-il des partenaires naturels propre au mouvement coopératif ? Au contraire, certains partenariats sont-ils plutôt en porte-à-faux avec les valeurs et le projet de société véhiculés par le mouvement coopératif ? Avec quels mouvements fait-il alliance ? Bilan de la dernière décennie et pistes d'avenir.

Présidence : René Doré, Centre de formation populaire (CFP)

Conférenciers



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?
*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*
Centre des congrès de Lévis



Louis Favreau, UQO, sociologue, ARUC-ISDC et ARUC-DTC, Vice-président du GESQ : *Mouvement coopératif et mouvements sociaux : trajectoire historique et perspective d'avenir.*

Gérald Larose, UQAM, Caisse d'économie solidaire Desjardins, GESQ: *Coopératives et mouvement syndical : terrains difficiles et terrains d'entente. Mise en perspective.*

Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale : *Coopératives, développement des territoires et partenariats dans le monde rural.*

3. Les coopératives et les mutuelles dans leurs rapports avec l'État

L'État social dans des sociétés comme le Québec, a été parachevé à la fin de la dernière guerre en s'appuyant sur trois piliers : 1) le développement d'un important service public : éducation, santé, infrastructures routières, hydroélectriques...; 2) une fiscalité redistributive de la richesse collective : aides sociales diverses, régimes collectifs de retraite... et 3) une action sur l'économie et l'emploi : politiques d'assurance emploi, d'insertion socio-professionnelle, de développement local et régional, politique à l'égard des coopératives....

Cet État social est en crise depuis 20 ans parce qu'il n'est toujours pas parvenu à sortir de leur précarité 20% de la population active, parce qu'il a exclus la plus grande partie des citoyens et des travailleurs des processus de construction des grands services publics destinés aux communautés et aux régions (éducation, santé, formation de la main d'œuvre...) et parce que se maintient des inégalités fortes entre régions et communautés. Les gouvernements locaux, pour leur part, sont fortement sollicités pour colmater les brèches créées par ce contexte de crise de l'État social. De plus, les vertus du marché s'affirment en tentant de démontrer qu'elles peuvent faire mieux que l'État dans nombre de domaines : santé, protection sociale, développement d'énergies renouvelables....

Au sein des différents réseaux et organisations, on travaille et on réfléchit sur le devenir de la coopération, on s'interroge également, à des degrés divers, sur la question de l'État social : sur le cadre législatif et fiscal accordé aux entreprises coopératives mais aussi plus globalement sur la question du renouvellement de l'État social, notamment là où la société civile est piégée, dans certains secteurs, par l'étatisme (le refus de concevoir des services autres que sous le mode de la régulation publique).

Par où passe aujourd'hui ce renouvellement de l'État social au Québec? Quel type d'interface le mouvement coopératif et les autres mouvements sociaux (syndical, agricole, communautaire, de consommation responsable...) ont-ils développé avec les pouvoirs publics depuis une décennie? Quel type d'interface pour la prochaine décennie?

Présidence : Jacques Fiset, directeur général du CLD de Québec

Conférenciers

Pierre-André Tremblay, Professeur à l'UQAC: *Mouvements sociaux et rapports à l'État : l'expérience québécoise d'hier à aujourd'hui (1960-2010).*



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



J. Benoit Caron, Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Québec: *La capacité des citoyens à répondre aux besoins de leur communauté : de consommateur à acteur par le développement de coopératives*

Enzo Pezzini, Confédération des coopératives italiennes : *Services de proximité et coopératives sociales, l'expérience italienne.*

René Rouleau, La Capitale : *L'apport du mouvement mutualiste au développement économique et social.*

4. L'identité coopérative, clé de mobilisation et de changement social

Depuis 150 ans, les coopératives, en mettant la personne au centre de leurs préoccupations, questionnent à des degrés divers les lois du marché. De ce fait elles ont souvent été l'inspiration première de politiques publiques. Mais l'économie coopérative a périodiquement été éclipsée par l'étatisme qui ne mise que la seule intervention publique. Elle a alors perdu de sa force d'attraction et une partie de son identité particulière.

Cependant la crise de l'emploi au Nord et au Sud, puis celle de l'État social ont favorisé la réintroduction d'un débat sur la pertinence retrouvée des entreprises à propriété collective et de façon particulière sur les coopératives. Leurs 150 ans d'histoire leur ont permis d'expérimenter et de se forger une identité propre sur la base de valeurs humaines. L'histoire des Équitables Pionniers de Rochdale est l'expérience de référence qui a permis d'établir les principes fondateurs du mouvement coopératif international et a fourni la matrice de la déclaration de principes de l'Alliance coopérative internationale (ACI).

Mais si cette déclaration de principes et de valeurs fonde une identité coopérative (déclaration enrichie au congrès international de 1995) et donc une pensée commune, une démarche politique sans cesse renouvelée au gré des contextes s'est imposée. Généralement, les coopératives ramaient à contrecourant de l'économie où elles se sont enracinées. C'est pourquoi une démarche politique s'imposait pour se renforcer et s'inscrire sur leurs propres bases dans l'espace public. Elles se sont données des regroupements organisés qui ont «confédéré» la diversité des pratiques coopératives. Sur la base de cette vision commune, les coopératives ont alors pu établir des stratégies confédératives de développement qui lui donne une force collective et une visibilité au plan national et international. Où en sommes-nous au Québec ? Qu'en est-il au plan international à cet égard ?

Présidence : Dominic Deschênes, directeur général par intérim de la CDR du Saguenay-Lac-St-Jean /
Nord-du-Québec

Conférenciers

André Martin, IRECUS, ARUC-DTC : *Les fondements et la pertinence de l'identité coopérative?*

Sylvie Naud, Alliance des jeunes: *Identité coopérative et construction d'une organisation de jeunes au sein du mouvement coopératif québécois.*



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain? Coopératives, mutuelles et territoires: Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



Marie-Joëlle Brassard, CQCM, ARUC-DTC: *Les projets porteurs communs ou comment fonder un développement territorial sur la force de l'identité coopérative.*

Paul Cliche, anthropologue, directeur adjoint, programmes internationaux de *Développement et Paix* : *Les coopératives ont-elles une place dans les mouvements autochtones et paysans d'Amérique latine ?*

Coopératives et solidarité internationale

La conjoncture internationale apparaît incertaine et instable sur tant sur les plans politique, qu'économique et culturel. Dans les deux dernières décennies, nous avons assisté à la chute du Mur de Berlin et à celle des Tours de New York. Nous avons aussi assisté à la déroute de projets de société de grande envergure des mouvements dits de libération nationale. Même si la mondialisation néolibérale représente indiscutablement une tendance forte et durable, le rapport des forces en présence n'est pas à sens unique pour autant. La planète, dans la période actuelle, vit de profondes mutations qui représentent certes des menaces mais aussi des opportunités.

Le contexte changeant a, en dernière instance, ouvert une brèche pour favoriser le renouvellement des grandes organisations sociales (syndicales, coopératives, agricoles). De même, l'émergence d'un mouvement citoyen international s'est nettement affirmée dans la dernière décennie à partir des Forums sociaux mondiaux.

Dans cet atelier, nous chercherons à dégager les principales lignes de force des mouvements engagés dans le développement international et plus particulièrement celles du mouvement coopératif.

Comment le mouvement coopératif d'ici s'inscrit-il dans la dynamique internationale ? L'enjeu que soulève cette question est majeur. Il réfère à la solidarité internationale (l'intercoopération), un des fondements du mouvement coopératif. Devant la fracture sociale et économique de la planète entre le Nord et le Sud, comment le mouvement coopératif se positionne-t-il ? Quelle est et sera la participation, voire l'engagement du mouvement coopératif auprès des acteurs des pays en situation de précarité ? Quelles pratiques suivront dans les échanges qui transitent à travers les réseaux coopératifs organisés à toutes les échelles de territoire ?

Conférenciers (2 ateliers simultanés)

Atelier 5 Coopération Nord-Sud : le défi de la réciprocité

Présidence : Gervais L'Heureux, directeur par intérim de l'AQOCI

Anne Gaboury, DID: *Développement international Desjardins et l'émergence d'un réseau Nord-Sud et Sud-Sud, financier et coopératif, fondé sur la solidarité.*

René Lachapelle, Président du GESQ, ARUC-ISDC: *L'expérience internationale des mouvements sociaux québécois en économie solidaire (Forum social mondial, RIPPES...)*

Réjean Lantagne, SOCODEVI: *Coopératives et coopération Nord-Sud, 25 ans d'enseignements.*

Saïdou Ouedraogo, Réseau des caisses populaires du Burkina-Faso : *le mouvement coopératif en Afrique*



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



de l'Ouest, enjeux et défis actuels.

Atelier 6 Solidarité Nord-Sud, coopératives et mouvements sociaux

Présidence : André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA-DI

Laurent Pellerin, FIPA: *la démarche internationale de l'UPA (la création d'UPA-DI) et sa participation à la Fédération internationale des producteurs agricole (FIPA)*

Alban D'amours, Confédération internationale des banques populaires : *Le modèle d'affaires coopératif n'a pas de frontières.*

Brigitte Gagné, CCCM, CQCM: *La représentation politique de nos intérêts coopératifs au Canada et à l'international.*

Pierre Patry, CSN : *Les nouvelles coopérations Nord-Sud et Sud-Sud du mouvement syndical au sein de la Confédération syndicale internationale (CSI) : l'expérience de la CSN.*

Jeudi le 23 septembre

9h 00 : Opération «Place aux grandes oreilles»

10h 00 : Ateliers thématiques

12h 00 : Dîner

13h 00 : Plénière de clôture

15h 00 : Mot de la fin

Opération Grandes oreilles

Claude Béland, Gérald Larose, Hélène Simard et Michel Venne

Échos des délibérations de la première journée de la conférence internationale

Ateliers thématiques

7. La vision de développement des coopératives : réseau d'entreprises et/ou mouvement?

Dans la plupart des pays du monde et depuis des décennies, des gens s'associent pour créer des initiatives économiques dans la perspective explicite d'entreprendre autrement. Plusieurs de ces initiatives de même que des dispositifs innovateurs d'accompagnement témoignent de pratiques de solidarité où l'économique et le social se croisent et interagissent. On en trouve des illustrations tant en matière de financement, que d'aide à la création d'entreprises et de soutien à la relance de communautés locales....



Quel projet de société pour demain?
*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*
Centre des congrès de Lévis



Cependant lorsqu'il est question de création de richesses, le réflexe qui prévaut est souvent réduit à la seule logique du système économique dominant. En réalité, plusieurs logiques coexistent et guident l'essor du développement économique et social de nos sociétés. Outre celle du marché et celle de l'État, il y a la logique des entreprises à propriété collective qui répondent aux besoins évolutifs des populations.

Le rôle et la place des entreprises coopératives au Québec, tout particulièrement dans un contexte de forte mondialisation, sont au cœur d'une nouvelle vision de développement. Quels sont les apports des coopératives au développement économique et social ? Comment les coopératives sont-elles des acteurs aux premières loges du développement durable ?

Présidence : Clément Mercier, Président de la CDC de Sherbrooke

Conférenciers

Danièle Demoustier, économiste, Grenoble: *S'associer pour entreprendre autrement : en Europe, quel mouvement les coopératives et les mutuelles ont-elles réussi à créer pour faire face à la mondialisation néolibérale?*

Léopold Beaulieu, Fondation: *En quoi la formule coopérative constitue-t-elle une contribution importante au développement d'une alternative à l'ultralibéralisme ?*

Francine Ferland, présidente, Fédération des coopératives de développement régional du Québec : *Les coopératives et le développement d'un mouvement d'affirmation régionale. Où en sommes-nous au Québec?*

Michel Lafleur et Claude-André Guillotte, IRECUS, ARUC-DTC : *Coopératives et mutuelles : plus qu'un réseau d'entreprises, un mouvement. Mythe ou réalité?*

8. Coopératives et crise urbaine

Au sein même des quartiers urbains, des communautés vivent des situations de fragilité qui perdurent depuis des décennies. Ces communautés de quartier sont confrontées à une situation de chômage endémique, de discrimination à l'égard des nouvelles immigrations, de déclin et d'insalubrité des parcs de logements, de décrochage scolaire important et d'absence de loisirs communautaires appropriés. Conseillers municipaux, organisateurs communautaires, agents de développement de CLD, de CDEC ou de CLSC, dirigeants de coopératives et d'organisations communautaires déploient des énergies dans ces quartiers depuis déjà trois ou quatre décennies.

Malgré tous les efforts, ces quartiers sont toujours confrontés à des situations potentiellement explosives. Rappelons-nous Montréal-Nord ? Pourquoi une telle persistance de problèmes sociaux et économiques ? Qu'en est-il exactement ? Les conférenciers à cet atelier examineront les pistes d'avenir à partir d'expériences réussies.

Présidence : Raymond Levac, directeur général du Centre St-Pierre (Montréal)

Guillaume Brien, Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie, *Comment les coopératives se*



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?
*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*
Centre des congrès de Lévis



déploient-elles pour faire face à la crise urbaine ? L'expérience de l'Estrie.

Sylvain Larouche, RQIIAC: *Les enjeux du développement des services de proximité pour les coopératives.*

Denis Missud, consultant : *L'expérience de développement communautaire à Montréal. Quelle place pour les coopératives ?*

Thierry Jacquemin, coopérative Écosol: *Expérimentation de nouvelles formes d'entrepreneuriat coopératif en milieu urbain.*

9. Coopératives et économie des territoires

La lutte contre les inégalités ou contre la dépendance économique est au cœur du projet coopératif. Mais quelle est sa capacité à démontrer cette utopie dans les faits ? Plusieurs expériences de par le monde, en milieu rural ou en milieu urbain en font foi comme Mondragon au pays basque espagnol, Boisaco au Saguenay, les Ateliers Angus à Montréal, Lamecque dans la péninsule acadienne ou Villa el Salvador au Pérou. Que peut-on tirer de ces expériences dans une perspective de transférabilité à plus grande échelle ?

Présidence : Élise Tessier, directrice générale d'Investissement-Femmes-Montréal

Guy Deschênes, Boisaco, inc. : *Boisaco: un modèle de développement socio-économique à Sacré-Coeur et en région Haute-Côte-Nord.*

Juan Luis Klein, Géographe, CRISES, UQAM : *Lutte contre la pauvreté et économie des territoires*

André Leclerc, économiste, Université de Moncton, ARUC-DTC : *La contribution du mouvement coopératif au projet acadien de société: quelles sont les conditions d'un engagement renouvelé?*

Christian Yaccarini, PDG Société de développement Angus : *L'expérience de développement d'un parc urbain d'entreprises. La contribution des coopératives, des organisations communautaires et des syndicats aux Ateliers Angus à Montréal.*

Humberto Ortiz, économiste GRESP, Pérou : *L'expérience de Villa el Salvador en banlieue de Lima. Un bidonville de 350,000 habitants s'organise au plan économique, social et politique au Pérou.*

10. Coopératives et services de proximité dans les communautés dévitalisées

Dans le contexte de dévitalisation d'un certain nombre de communautés et de la faiblesse des jonctions entre le service public et les milieux concernés, une menace pèse sur les services de proximité ou de première ligne. Les coopératives dans ces communautés y peuvent-ils quelque chose?

Présidence : Réjean Laflamme, président de la Fédération des coopératives funéraires du Québec

Bernard Généreux, Président Fédération Québécoise des Municipalités : *Les politiques de revitalisation*



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



des municipalités en difficulté, quelle place pour les coopératives ?

Claudine Papin, Service de recherche du CQCM : *Services de proximité et coopératives multi-activités : des conditions gagnantes. Conclusion des recherches en cours au CQCM.*

Christian Jetté, sociologue, Université de Montréal, LAREPPS: *L'expérience des et des organisations communautaires dans les quartiers défavorisés.*

11. Coopératives, partenariats et développement local et régional

*Les régions du Québec sont soumises à des influences dont les origines dépassent le Québec. Mondialisation oblige! Ainsi, on assiste à des délocalisations d'activités économiques dans des secteurs où l'on s'était cru en tête de file, comme l'industrie forestière. De nombreuses communautés se retrouvent alors en mal de développement. Et lorsqu'on y ajoute le smog envahissant, la marchandisation de la santé, la nouvelle pauvreté résultant du surendettement des ménages, la perte de souveraineté alimentaire, l'échec de la sécurité alimentaire, etc., ce n'est rien pour rassurer les régions. Il faut donc faire l'analyse critique des pratiques antérieures et de leur épuisement et faire parler l'émergent. Assistons-nous à la reprise d'un **mouvement d'affirmation locale et régionale autonome** qui ne veut pas laisser aux Wal-Mart, Rio Tinto, Bowater, Skypower de ce monde le contrôle des ressources que les communautés et les régions possèdent. Quel rôle les coopératives peuvent-elles jouer dans cette situation ?*

Présidence : Jean Fortin, maire, Ville de Baie-St-Paul

Nathalie Lewis, UQAR, ARUC-DTC : *Le développement durable, nouvel horizon d'un mouvement d'affirmation locale et régionale autonome ?*

Suzie Loubier, ACLDQ, *Le soutien des CLD au développement d'entreprises coopératives : un état des lieux après 10 ans d'intervention.*

Jocelyn Lessard, Fédération des coopératives forestières, ARUC-DTC : *le contrôle des ressources par les communautés locales et le développement de la biomasse au Québec.*

Martin Robitaille, UQO, ARUC-ISDC : *Développement local et régional, rupture et/ou continuité ? État des lieux des partenariats locaux et régionaux.*

12. Coopératives et développement agricole durable et solidaire : quelques innovations

Des communautés et régions connaissent une nouvelle dynamique de localisation et de territorialisation à partir du transfert d'activités agricoles (agriculture biologique), des énergies renouvelables, de l'achat local, de coopératives de services multiactivités, d'une gestion intégrée des forêts, etc. Ces nouvelles initiatives cherchent à donner aux communautés des outils pour transiger avec les conséquences de la mondialisation. Où les coopératives en sont-elles rendues à ce propos ?



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain? Coopératives, mutuelles et territoires: Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



Présidence : Cherkaoui Ferdous, secrétaire général de Solidarité rurale du Québec

Bruno Jean, sociologue, UQAR, ARUC-DTC : *Des communautés rurales maîtresses de leur développement, mythe ou réalité en contexte de mondialisation ?*

Christian Lacasse, président Union de producteurs agricoles (UPA) : *UPA: sa contribution au développement agricole durable et solidaire et ses rapports avec les coopératives.*

Martin Gagnon, CDR Bas Saint-Laurent : *L'innovation des coopératives d'énergies renouvelables au Québec.*

Christian Pèes, Vice-président du Comité général de la coopération agricole de l'Union européenne et Vice-président de MOMAGRI: *Nouvelles stratégies de lutte contre la crise alimentaire : quel rôle pour les coopératives ?*

Plénière de clôture

Pistes d'avenir pour les mouvements sociaux au plan québécois et international

Le mouvement coopératif est aujourd'hui inscrit dans un processus de renouvellement : renouvellement de sa base sociale et de son membership; de son inscription dans le développement territorial; de son fonctionnement démocratique, de l'intercoopération qu'il pratique tant au plan national qu'international, etc. Pour autant, les entreprises qui en sont membres ne sont pas toujours porteuses d'une véritable alternative : comment construire une mondialisation démocratique et équitable? Quel est son horizon sociopolitique? Quels seront ses principaux projets porteurs? Quelles sont les alliances les plus prometteuses pour le développement et la démocratie dans la prochaine décennie? La plénière de clôture se veut une mise en perspective qu'esquisseront les panelistes pour dégager les lignes de force d'axes stratégiques d'un projet de société alternatif (urgence écologique, développement durable et solidaire des territoires, renouvellement de l'État social, solidarité internationale...).

- **Denis Richard**, président du CQCM et la Coop fédérée : *Commerce équitable international, une mise en perspective à partir des coopératives agricoles*
- **Sylvie Brunel**, géographe et ancienne présidente d'Agir contre la faim : *Crise alimentaire mondiale : Développement et souveraineté alimentaire aujourd'hui, Pistes pour l'avenir de la planète dans une perspective Nord-Sud.*
- **Hagen Henry**, directeur du programme des coopératives au Bureau international du travail, *La contribution des coopératives au développement durable : le point de vue du Bureau international du travail (BIT)*
- **Jean-François Lisée**, journaliste et directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM)

Mot de la fin



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

*Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives*

Centre des congrès de Lévis



Hélène Simard, PDG du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Bruno Jean, professeur, UQAR, co-directeur ARUC-DTC